



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique de l'emploi

Question au Gouvernement n° 736

Texte de la question

## POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. le président. La parole est à M. Thierry Benoit, pour le groupe Union des démocrates et indépendants.

M. Thierry Benoit. Monsieur le Premier ministre, votre majorité est installée au pouvoir depuis un an, et les crises - financière, sociétale et morale - se multiplient à travers le pays. Cela a des conséquences dramatiques : la montée du chômage, la précarisation de nos concitoyens, qui ont de plus en plus de difficulté à boucler les fins de mois, et le découragement des jeunes qui arrivent sur le marché du travail.

Le cap fixé par le Président de la République et l'action du Gouvernement ne répondent pas aux attentes des Français. Le Gouvernement doit se ressaisir et redonner une orientation claire à la politique du pays. Pour les élus de l'UDI, l'action publique doit se concentrer sur trois sujets qui sont, pour nous, les vraies priorités.

Premièrement, l'emploi et l'économie. Pour redonner de la compétitivité à nos entreprises, il faut immédiatement abaisser leurs charges de 30 milliards d'euros, dès mai 2013, sans attendre les effets de ce dispositif complexe qu'est le crédit d'impôt compétitivité et emploi. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDI.*) Il faut stopper le massacre systématique des services à la personne et baisser la TVA sur le logement : ces deux secteurs sont en effet pourvoyeurs d'emplois non délocalisables.

Deuxièmement, le redressement des finances publiques impose une réduction majeure des déficits. Vous devez baisser les dépenses publiques. Afin que les Français reprennent confiance, vous devez mettre fin à l'augmentation des prélèvements obligatoires, alors que depuis dix mois, vous les avez augmentés de 27 milliards d'euros !

Troisièmement, la construction européenne doit être relancée d'une manière plus humaniste et moins mercantiliste. Réenchantez l'Europe au lieu de la faire détester ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDI.*) Il nous faut accélérer les convergences sociales, environnementales et fiscales qui rendront à nouveau les Européens solidaires les uns des autres.

Telle est la feuille de route que l'UDI propose au Parlement. J'ose espérer que votre Gouvernement en tiendra compte dans ses choix à venir. Je vous remercie. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDI et sur quelques bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Plusieurs députés du groupe UMP. Et du chômage !

M. Michel Sapin, *ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social*. Monsieur le député, vous avez posé plusieurs questions à la fois, toutes relatives, en réalité, à un seul et même sujet, qui vous préoccupe autant que nous, quelles que soient les politiques que nous préconisons. Je veux parler du chômage, et de l'emploi, de la lutte contre le chômage, de la lutte pour l'emploi !

Cela est vrai dans plusieurs domaines. Dans le domaine de la construction, un plan a été annoncé il y a quelques jours, et a reçu l'agrément de tous ceux qui veulent que ce secteur redémarre, du côté patronal comme du côté des syndicats.

M. Marc-Philippe Daubresse. Ce n'est pas vrai !

M. Michel Sapin, *ministre*. Le redémarrage de ce secteur aurait des conséquences importantes en termes d'emplois. Cela vaut également pour le secteur des services à la personne, auxquels je sais que vous attachez

une importance toute particulière. Nous y sommes attachés aussi, car nous savons que ce secteur a de forts besoins, et recèle donc des possibilités d'emploi pour nombre de Français et de Françaises qui, à l'heure actuelle, n'ont pas la capacité d'occuper des emplois d'une autre nature. Nous le faisons, parfois avec vous, souvent sans vous, mais nous le faisons !

Enfin, il y a la bataille pour la jeunesse, plus précisément pour l'emploi de la jeunesse. Il est insupportable, aujourd'hui, c'est que trois millions de personnes sont touchées par le chômage.

Plusieurs députés du groupe UMP. Par votre faute !

M. Michel Sapin, *ministre*. Cela résulte de la succession de mois et de mois d'augmentation du chômage depuis cinq ans. Mais il est plus insupportable encore que 500 000 jeunes de moins de 26 ans n'ont ni emploi, ni formation. Ceux-là n'ont pas d'emploi aujourd'hui, et n'ont pas non plus la formation qui leur permettrait d'en obtenir un demain. C'est à eux que s'adresse le programme des emplois d'avenir.

M. Marc-Philippe Daubresse. C'est déjà un fiasco !

M. Michel Sapin, *ministre*. Tourné vers la jeunesse, vers ceux qui en ont le plus besoin, je vous demande à tous de vous mobiliser. Cela démarre ! Cela marche ! Cela avance ! Chaque fois qu'un contrat d'emploi d'avenir est signé, cela fait un problème en moins, une galère en moins. Mobilisez-vous ! Apportez-nous votre concours, et nous pourrons ainsi résoudre le problème... (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, RRDP et écologiste.*)

M. le président. Merci, monsieur le ministre.

## Données clés

**Auteur :** [M. Thierry Benoit](#)

**Circonscription :** Ille-et-Vilaine (6<sup>e</sup> circonscription) - Union des démocrates et indépendants

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 736

**Rubrique :** Emploi

**Ministère interrogé :** Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

**Ministère attributaire :** Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [10 avril 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [10 avril 2013](#)